

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X I V ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission des affaires étrangères

Mercredi

14 janvier 2015

Séance de 16 heures 45

Compte rendu n° 35

– Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères
et du développement international 2

SESSION ORDINAIRE DE 2014-2015

**Présidence
de Mme Elisabeth
Guigou, présidente**



Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

L'audition débute à seize heures quarante-cinq.

Mme la présidente Élisabeth Guigou. Nous avons le plaisir d'accueillir M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, que je remercie pour avoir bien voulu changer l'ordre du jour de cette audition afin de la consacrer à l'actualité la plus immédiate.

Cette audition est l'occasion tout d'abord de mesurer et d'analyser les réactions internationales aux événements tragiques que nous venons de vivre. De nombreux chefs d'État et de gouvernement ont participé à la marche de dimanche dernier et nous avons reçu de très nombreux messages de condoléances, notamment de pays non membres de l'Union européenne. Mais ne faut-il pas relativiser ces réactions ? Si officiellement ces pays sont nombreux à participer avec nous à la coalition contre Daech, nous avons vu dans les réseaux sociaux et la presse des réactions plus contrastées. Quelle est votre analyse à cet égard ?

Votre audition est naturellement l'occasion de faire un point d'actualité sur la situation au Proche et Moyen-Orient, beaucoup de facteurs ayant un impact direct sur la radicalisation.

Vous avez souligné, encore dimanche dernier, combien il était important de nommer correctement les choses. Quels sont les termes qui vous paraissent les plus adéquats pour désigner nos adversaires ? Le terrorisme ? L'islamisme ? L'islamisme radical ? Le terrorisme islamiste ? Les jihadistes ? Votre analyse sur ces questions sera précieuse.

Nous serions intéressés aussi par votre point de vue sur la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme. On a vu dans la presse que les services algériens auraient prévenu notre pays de l'imminence d'une attaque. Qu'en est-il de la coopération bilatérale avec la Turquie et avec le Maroc, qui est depuis longtemps un partenaire sur ces questions ? Quelles sont les perspectives de sortie de crise avec ce pays ?

Enfin, s'agissant du conflit israélo-palestinien, comment analysez-vous les conséquences de la demande d'adhésion des Palestiniens à la Cour pénale internationale (CPI), acceptée par le secrétaire général des Nations Unies ? Comment inciter les deux parties à négocier ? Où en est votre proposition de conférence internationale et comment impliquer davantage les États arabes ?

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international. Mesdames et messieurs les députés, je suis ravi de vous retrouver, même si les circonstances sont pour tous très difficiles.

Si nous devons nous occuper de ce qui se passe, la vie doit aussi continuer son cours car, sinon, on ferait exactement ce que les terroristes souhaitent.

Les mots sont en effet importants, mais il ne faut pas pour autant tomber dans un concours de terminologie. J'ai tendance pour ma part à parler de plus en plus de jihado-terrorisme, ce qui n'interdit pas d'utiliser d'autres termes.

Pour moi, le problème principal est d'une autre nature. Certes, l'action que nous avons menée est très bien reçue par la population et je félicite à cet égard celui d'entre vous qui a commencé d'entonner la *Marseillaise* en séance publique. Mais on sent poindre ici ou là

l'idée – fausse et dangereuse, que je combats – selon laquelle il vaudrait mieux rester chez soi pour éviter ce genre de drame. Or ce n'est pas parce que nous sommes en Irak qu'il y a du terrorisme en France, mais parce qu'il y a du terrorisme en France et que Daech est un mouvement terroriste que nous sommes allés en Irak. Je rappelle que quand l'ignoble Merah a commis ses forfaits, nous n'étions ni au Mali, ni en Irak. En outre, on ne peut combattre ce mal international qu'est le terrorisme par une action purement nationale.

Les attentats qui ont frappé la France ont suscité une condamnation universelle.

En Europe, la condamnation a été unanime, même si la liste des participants à la marche de dimanche était composite. Cela est positif pour l'idée d'Europe. Quelque chose de fort s'est passé et nos partenaires européens étaient touchés, car ils sentaient qu'un tel drame pourrait leur arriver, mais aussi parce que la France occupe une place particulière.

On a aussi assisté à de nombreuses réactions émouvantes dans le monde, soit officielles, soit spontanées.

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la condamnation a été unanime et sans précédent.

En Afrique, il y a eu une condamnation générale et une forte émotion, y compris dans les pays à dominante musulmane.

En Asie, même si j'ai reçu des appels de mes collègues, ils n'ont pas perçu les choses comme nous ou nos voisins immédiats.

Et, en Amérique du Sud, si nous avons entrepris des démarches, on a aussi senti cette différence de perception, liée sans doute là aussi à l'éloignement géographique.

Cela montre qu'il y a encore du travail à faire dans ces deux zones, malgré tout ce que nous avons déjà réalisé pour nous rapprocher.

Certains ont regretté l'absence du président Obama à la marche de dimanche. Mais John Kerry, qui est très francophile et qui serait venu s'il n'avait été retenu en Inde, a prononcé des propos forts et émouvants en français.

Nous avons eu aussi une condamnation très forte de nos amis vénézuéliens, même si je ne suis pas sûr qu'ils partagent totalement ce que nous avons dit sur la liberté d'expression.

Ce mouvement de sympathie planétaire s'est traduit par des messages publics, des déplacements dans nos ambassades, l'organisation de rassemblements partout dans le monde et la participation de nombreux responsables à la marche républicaine du 11 janvier. Il n'est pas beaucoup de pays qui aient eu l'occasion de réunir ainsi le premier ministre israélien et le président de l'Autorité palestinienne, ou le président Porochenko et mon collègue M. Lavrov. Il y a eu aussi notamment des représentants de l'ONU, de l'OTAN, de l'OIF, de l'OSCE, ou de l'UNESCO. Nous avons, dans ces circonstances exceptionnelles, fait en deux jours ce qu'on fait d'habitude en huit mois.

Mais ce soutien n'est pas exempt d'ambiguïtés, y compris au sein des opinions publiques. Sur la condamnation du terrorisme, tous les pays se sont retrouvés.

Les positions sont plus nuancées s'agissant de la défense de la liberté de la presse. Les premières réactions au nouveau numéro de *Charlie Hebdo* le montrent. On a assisté à un soutien affirmé des pays occidentaux en général, des pays aspirant à l'adhésion à l'Union européenne et de quelques autres pays tels que les Philippines, la Colombie, la Mongolie ou le Japon. Les autres pays se sont montrés plus discrets, voire ont exprimé des réserves.

Ces ambiguïtés sont particulièrement nettes dans les médias non officiels et les réseaux sociaux.

Dans le monde musulman, un certain embarras, voire un certain ressentiment, est perceptible en raison du caractère jugé blasphématoire des caricatures de *Charlie Hebdo*, certains allant jusqu'à considérer que l'attaque terroriste était une conséquence inéluctable. En témoigne notamment la déclaration du porte-parole de Bachar al-Assad.

Par ailleurs, la condamnation d'un « double discours » occidental est parfois relevée : l'Iran estime par exemple que la liberté d'expression ne s'applique pas à la Shoah ; d'autres invoquent l'insensibilité de l'Occident aux autres tragédies, comme Boko Haram ou les frappes aveugles en Afghanistan.

D'autres, enfin, en Égypte, en Iran ou au Liban, évoquent un complot du Mossad.

Cela crée un hiatus entre les gouvernements, notamment ceux de la zone ANMO – Afrique du Nord et Proche-Orient –, et une partie de leur opinion publique, et donne lieu à un débat interne sur la question des limites de la liberté d'expression. Pour autant, dans certains pays, la société civile – association des droits de l'homme, journalistes, avocats... – est restée à la pointe du combat contre le terrorisme et pour la liberté d'expression. On a vu à cet égard des réactions très réconfortantes au Liban, au Maroc, en Tunisie et au Sénégal.

En Europe, hormis le cas de la Hongrie, les limites de la solidarité sont liées davantage à la question de l'équilibre entre liberté et sécurité dans la réponse au terrorisme et aux approches de la relation entre l'État et la religion.

Reste qu'il ne faut pas confondre la tendance majeure, marquée par l'émotion et le soutien, avec certaines réactions mineures.

L'image de la France en ressort incontestablement grandie, mais des inquiétudes s'expriment.

En Europe, si l'idée domine que la France et les Français ont fait preuve d'un sursaut salutaire d'autant plus remarquable que prévalait l'image d'un pays doutant de lui-même, il y a des interrogations sur les lendemains : compte tenu de l'imbrication des intérêts de sécurité, les questions et les propositions se font déjà précises sur l'équilibre sécurité-liberté de la réponse européenne concernant les enjeux relatifs au système PNR – *Passenger Name Record* –, à une réforme du code Schengen, à la surveillance d'internet ou à la lutte contre le trafic d'armes. Les propositions françaises seront attendues dans la perspective du Conseil européen informel de février.

Dans les pays de confession musulmane – dans la zone ANMO comme parfois dans d'autres continents –, l'inquiétude est réelle quant aux risques de montée de l'islamophobie en France et en Europe, notamment s'agissant du Front national. À cet égard, plusieurs articles de la presse internationale relèvent que la France a une responsabilité particulière et des atouts à faire valoir pour répondre à l'attaque terroriste sans entrer dans une « guerre des civilisations ».

À ce stade, les débats relatifs aux liens entre les attentats et la situation en Israël et en Palestine restent limités.

S'agissant des causes, on peut en identifier trois principales séries.

D'abord, des causes sociales nationales. En premier lieu, l'échec des structures d'encadrement : structures familiales, structures d'insertion, structures religieuses, structures éducatives. Deuxièmement, l'exclusion économique et sociale, qui ne doit en aucune façon être une excuse. Troisièmement, le ressentiment, la frustration, la haine de la société. Le

sentiment se répand que les principes de la République, en particulier la laïcité, ne s'appliquent pas à tout le monde de la même façon.

Deuxième série de causes : une offre idéologique qui favorise les conditions de la radicalisation, les clivages idéologiques traditionnels ayant beaucoup moins de force qu'avant. Certaines personnes perdues trouvent dans une version caricaturée de l'islam une clé idéologique leur permettant d'échapper à leur médiocrité et à leur drame personnel avec, à l'appui, deux vecteurs bien identifiés : la prison et internet.

Troisième série de facteurs : un environnement international qui crée les conditions du passage à l'acte. L'environnement international fournit matière au ressentiment, au discours victimaire et à la logique de représailles ; sur le plan opérationnel, il permet formation et préparation du passage à l'acte. Qu'il s'agisse de zones de chaos – en Irak, en Syrie, en Libye, au Yémen, au Sahel, en Somalie – ou de conflits non résolus, qui, comme le conflit israélo-palestinien, font figure d'abcès de fixation.

Face à ces trois séries de causes, il faut une triple réponse.

En premier lieu, une réponse sécuritaire, qui recouvre plusieurs sujets dont on traite depuis quelques jours. Il faut à cet égard des mesures exceptionnelles qui ne soient pas des lois d'exception.

Deuxièmement, il faut une réponse sociale.

Enfin, il faut une réponse internationale.

D'abord, au niveau européen, sur le PNR, le contrôle des voyages, internet, le trafic des armes et le système d'information Schengen. Des réunions sont prévues à cet effet.

Si nous sommes heureux de la solidarité européenne, elle doit aussi se prouver. La France fait sa part du travail, mais ne peut tout faire à elle seule. Nos amis européens doivent donc nous soutenir tout le temps et concrètement.

Aux Etats-Unis, le président Obama a pris une initiative qui reste à préciser. Indépendamment de cela, des actions doivent être menées aussi bien s'agissant de la sécurité que de la lutte générale contre la radicalisation ou de la liberté d'expression.

Nous avons par ailleurs avec le monde arabe des échanges, une coopération, parfois même des contradictions à lever. Je vérifie systématiquement si les assertions générales qui sont prononcées sont ou non fondées et, dans le cas où elles seraient fondées, nous en tirerions les conséquences.

S'agissant du Maroc, en février dernier, une escouade de police s'est présentée à une entrée secondaire de la résidence de l'ambassadeur lors de la venue en France du directeur de la sûreté marocain : celui-ci a eu le sentiment qu'on lui reprochait d'être impliqué dans une torture ; il l'a mal pris et il a eu raison. Nous nous sommes excusés.

Après deux ou trois maladroites dans les deux sens, nous avons dit et répété qu'il s'agissait d'un malentendu et que les Marocains étaient nos amis. J'ai envoyé sur place des hauts fonctionnaires, dont le secrétaire général du Quai d'Orsay. Dimanche encore, le ministre des affaires étrangères du Maroc, qui est un ami, est venu me voir à mon invitation le matin. Il a également été reçu à l'Élysée. Nous voulons avoir de très bonnes relations avec les Marocains et nous avons pris de nombreuses initiatives en ce sens. Certains disent que cela tient au fait que nous avons de bonnes relations avec l'Algérie : il n'y a pas lieu de choisir entre les deux pays et nous entendons avoir de bonnes relations avec chacun. Quant à la question du Sahara, elle n'est pas en cause car notre position est proche de celle des

Marocains, ce que d'ailleurs les Algériens nous reprochent. **M. Jean-Pierre Dufau.** Merci pour ce tour d'horizon.

Le ministre de l'intérieur a parlé de coopération européenne de lutte contre le terrorisme. Qu'en est-il d'une politique internationale des ministres des affaires étrangères autour du Haut Représentant ?

S'agissant de la taxe Tobin, il est plus facile de trouver des affectations souhaitables vis-à-vis des dérèglements climatiques que de lui fixer un périmètre, des critères et des taux. Qu'en pensez-vous ?

Enfin, la révolution arabe tunisienne est la seule à avoir abouti à un processus démocratique. Quelle est la position de notre diplomatie à cet égard et quelles perspectives cette situation ouvre-t-elle pour vous ?

M. Alain Marsaud. Dimanche, vous vous êtes trouvé dans cette manifestation particulière avec des gens particuliers. Avec qui vous êtes-vous senti le mieux : le premier ministre turc, sponsor de l'État islamique, ou M. Lavrov, qui devrait être notre allié, notamment sur le terrain, et est le président d'un parti menacé par l'État islamique ?

J'observe que chaque fois que nous avons été amenés à monter une action belliqueuse par porte-avions interposé, cela ne s'est pas bien passé, la dernière opération de ce type remontant à 1989, où M. Assad a fait sauter un DC10 d'UTA au-dessus du désert du Ténééré.

Mme Odile Saugues. L'attentat contre *Charlie Hebdo* a été revendiqué par Al-Qaïda au Yémen. Lors de son audition en décembre dernier par la mission sur le Proche et le Moyen-Orient dont je suis rapporteure, Laurent Bonnefoy nous a dit que le Yémen était une base arrière pour les mouvements jihadistes ayant une capacité d'exportation, ce qui était prémonitoire. Il a aussi précisé que la polarisation confessionnelle est croissante dans ce pays, ce qui est nouveau. Que pouvez-vous nous dire sur ce point ?

M. Axel Poniatowski. Nous sommes tous consternés par la dégradation de nos relations avec le Maroc. L'expérience montre que la raison tient à nos rapports avec l'Algérie. Et que quand, dans la forme, les relations s'améliorent avec l'Algérie, elles se détériorent avec le Maroc.

Quant à l'absence de participation des autorités américaines à la marche de dimanche, elle constitue un vrai loupé. Les Américains la considèrent d'ailleurs comme un scandale. Le fait que John Kerry vienne vous voir demain est d'ailleurs un peu une façon de rattraper cette erreur. Toujours est-il qu'il y a eu une très mauvaise appréciation de la situation de la part des États-Unis, d'autant que M. Holder et le secrétaire à la sécurité intérieure américain étaient tous les deux à Paris dimanche et qu'aucun d'eux ne s'est rendu à la marche. Cela demande quelques explications.

M. Philippe Baumel. Quel est votre avis sur la situation, qui ne cesse de se dégrader au Nord Cameroun et au Nigéria, eu égard à la barbarie qui a frappé à nouveau à la frontière de ces deux pays, provoquant un peu plus de 2 000 morts selon *Amnesty international* ? Les armées de ces deux pays semblent impuissantes à cet égard. La déstabilisation du Cameroun, dont on a longtemps pensé qu'il était un des piliers les plus stables de l'Afrique centrale, pourrait avoir des conséquences fâcheuses.

Nos efforts sont en partie annihilés par un contexte continental qui ne cesse de se compliquer. Il faut peut-être s'interroger sur nos capacités d'anticipation de ces crises, les mêmes causes entraînant les mêmes effets. Et il ne faudrait pas que d'ici quelques mois on demande encore à la France d'intervenir seule pour endiguer la crise. Quelles initiatives

politiques la France entend-elle prendre au niveau européen pour que nous soyons mieux accompagnés et pour avoir une meilleure capacité commune d'anticipation ?

M. Nicolas Dupont-Aignan. Quelle est votre analyse sur la dégradation de la situation en Libye, qui a des conséquences très graves sur la Tunisie ?

Qu'en est-il s'agissant de la situation face à l'État islamique ?

Comme je vous l'avais déjà signalé il y a presque un an, la politique de la France ne me paraît pas tout à fait cohérente à l'égard de la Syrie et de l'État islamique. On peut comprendre la colère à l'égard de ce qu'a fait Assad et de la monstruosité de ce qui se passe sur place. Mais peut-on lutter face à ces deux ennemis en même temps et poursuivre votre politique tout en affirmant que nous combattons de toute force Daech ? Ne faut-il pas acter l'existence de la Syrie ? Les dictateurs passent, mais les États restent. La leçon de la Libye est qu'en voulant s'attaquer à un dictateur monstrueux, on a détruit un État, ce que l'on paie très cher aujourd'hui. N'y a-t-il pas un danger de se situer en Syrie dans une espèce d'entre-deux nous privant d'informations considérables, notamment des services secrets ? Il est un peu facile de dire que si nous avions pu nous débarrasser d'Assad, il n'y aurait pas d'État islamique, dans la mesure où les armes qui ont pu être livrées par les uns ou les autres ont atterri dans les mains de cette organisation, l'opposition modérée syrienne s'étant fait laminer. Un discours de vérité dans cette région aiderait peut-être à la compréhension de notre politique étrangère.

Enfin, comment imaginer que, face à cette déstabilisation complète de tout l'arc méditerranéen et moyen-oriental, nous puissions décemment imaginer réduire annuellement nos forces armées de 5000 à 7000 hommes ? C'est une pure folie et je ne peux imaginer que la représentation nationale n'arrête pas cette politique qui met en danger notre sécurité à moyen terme.

M. Jean-Paul Bacquet. Dans l'opération Barkhane, les forces armées construisent en dur, à Gao notamment, ce qui inscrit notre intervention dans la durée, voire l'éternité. Je rappelle que le président du Niger demande qu'on intervienne sur le foyer libyen. Par ailleurs, je me souviens avoir accompagné Bernard Kouchner au Yémen quand il était ministre des affaires étrangères et nous avons constaté l'obligation de fermer une école française en raison des menaces permanentes pesant sur nous. Notre installation de long terme au Mali, au Niger ou en Centrafrique commence à faire ressentir la présence de notre armée comme une armée d'occupation et je m'étonne qu'on n'ait pas encore eu de rejet ou d'attentat contre elle. D'ailleurs, le camp de Madama est à trente kilomètres de la Libye et constitue un endroit de passage fréquenté pouvant donner lieu à un attentat.

M. François Rochebloine. Y a-t-il un lien entre le conflit israélo-palestinien et les crimes de la semaine dernière, notamment dans le supermarché ?

Combien de pays musulmans nous ont apporté leur soutien ? Quels sont-ils ?

Qu'attendez-vous de l'Union européenne, au-delà des soutiens verbaux ?

Par ailleurs, notre assemblée a adopté une résolution sur la reconnaissance de l'État palestinien en décembre dernier – comme de nombreux pays. Quelle pourrait être l'attitude de la France à cet égard, d'autant que la Palestine a été acceptée à la CPI ?

Enfin, s'agissant de l'Ukraine, dans quels délais peut-on espérer le sommet prévu à Astana ?

M. Jean-Paul Dupré. S'il y a une volonté réelle de la communauté internationale de se mobiliser pour lutter contre le terrorisme islamique, il faut que les moyens budgétaires

suivent. Y a-t-il une véritable volonté pour qu'assez de forces militaires soient présentes sur le terrain ?

M. Michel Terrot. Le risque de partition de la République centrafricaine (RCA) est fort. Le chef de la délégation des ex-Seleka à Brazzaville demande d'ailleurs la partition entre le nord musulman et le sud qui ne l'est pas. Sangaris doit se terminer théoriquement en juin 2015 et les élections seront reportées : elles ne se tiendront probablement pas cette année compte tenu de la situation. Il y a donc au cœur de l'Afrique une source de déstabilisation considérable : qu'en pensez-vous ?

M. François Loncle. La remarque d'Axel Poniatowski sur le faux pas américain est d'autant plus pertinente que nos amis américains ne cessent de nous solliciter, de nous remercier et de nous féliciter au sujet de l'action militaire que nous menons avec eux.

Sur le Maroc, la présidente Élisabeth Guigou a eu raison d'insister sur la gravité de la crise. Comme vous le dites, la responsabilité n'est pas que marocaine. En septembre dernier, j'étais dans ce pays pour mon rapport sur l'investissement culturel extérieur de la France : celui-ci est le plus important du monde, ce qui est paradoxal. Je me réjouis donc que vous alliez bientôt rencontrer le roi du Maroc. Il faut absolument résoudre cette crise, quelles que soient les raisons qui l'ont provoquée.

Enfin, s'agissant de la Syrie, Nicolas Dupont-Aignan a dit ce qu'il fallait dire et que disent d'ailleurs de plus en plus de responsables de tous bords dans notre pays.

M. Meyer Habib. Il semblerait que la visite du premier ministre israélien n'ait pas été souhaitée par le Quai d'Orsay et la Présidence de la République. Alors que les victimes de confession juive ont voulu être enterrées en Israël, quelles explications pouvez-vous nous donner ?

Je rentre d'ailleurs d'Israël, où j'ai accompagné les corps des victimes. Encore une fois, le terrorisme aveugle a tué et les terroristes ont fait le lien avec la Palestine. Le discours du Premier ministre hier a été le plus fort que j'ai entendu à l'Assemblée nationale. Il est le seul à gauche à dire clairement que le nouvel antisémitisme est l'antisionisme et que la détestation de l'État d'Israël peut conduire à de tels actes. N'en déplaise à la présidente Élisabeth Guigou, je pense que voter en faveur d'un État palestinien bipolaire, dont la moitié est dirigée par un mouvement jihadiste, le Hamas, n'était pas une bonne idée et risquait de mettre de l'huile sur le feu et de donner des raisons à nos ennemis – même si je suis pour un État palestinien à côté de l'État israélien.

Après ces crimes atroces, il nous faut tout remettre à plat pour éradiquer une fois pour toutes ce terrorisme, ce qui passe par un changement d'approche à l'égard des critiques que l'on fait en permanence à l'État d'Israël.

Mme la présidente Élisabeth Guigou. Monsieur Habib, je m'étais abstenue d'évoquer les conversations que nous avons eues à ce sujet. J'avais en effet été très choquée par le parallèle que vous avez établi dans un communiqué le 7 janvier entre le vote de la résolution sur la Palestine – dont je comprends que vous ne l'ayez pas soutenue, comme je comprends votre émotion – et la tragédie qui venait de se produire. Vous avez franchi là une limite, ce que je déplore. Ce parallèle était non seulement totalement inopportun mais inacceptable.

M. Gwenegon Bui. Je vous remercie, madame la présidente, de cette mise au point salutaire : aucune concession sur le terrorisme ne peut être utilisée contre aucun des groupes politiques. Si nous sommes tous pour la paix au Proche-Orient, même si nous avons

des visions différentes, nous ne pouvons instrumentaliser les crimes qui se sont produits à des fins polémiques entre nous, ce qui rendrait invivables les discussions que nous pouvons avoir.

Je voudrais aussi tempérer les propos tenus au sujet de l'absence des Américains à la marche de dimanche. Car je garde en mémoire le discours de soutien en français de John Kerry à Washington.

S'agissant de l'absence des dirigeants asiatiques, je rappelle que l'Indonésie, la Malaisie ou les Philippines sont aujourd'hui confrontées aux mêmes problématiques que la France et les puissances occidentales, tant en termes d'otages ou d'attentats que de conflits avec une partie de la population en voie de radicalisation. Je souhaiterais donc que nous ayons une séance de travail spécifique sur la stratégie de l'État français vis-à-vis de l'Asie.

Mme la présidente Élisabeth Guigou. J'en suis d'accord.

Mme Seybah Dagoma. À Baga, au Nigéria, les combattants de Boko Haram ont anéanti 2 000 hommes, femmes, enfants. Ce groupe contrôle un territoire de plus en plus large et il est très actif dans les zones frontalières, au Cameroun, au Niger ou au Tchad, qui a renforcé sa sécurité et annoncé un soutien très actif au Cameroun. Quelle est votre position à cet égard ?

M. le ministre. Monsieur Dufau, la France a lancé l'idée de la taxe Tobin au niveau européen, mais on n'arrive pas à se mettre d'accord sur son application, chacun plaidant pour son clocher. La proposition du Gouvernement est d'avoir une base plus large et une assiette très petite. J'espère que nous aboutirons, mais le milieu de la finance y est opposé.

S'agissant de l'Afrique, la France ne peut pas régler à elle seule tous les problèmes du continent. D'abord, nous n'en avons pas les moyens. Deuxièmement, on ne peut être solidaire à notre égard au niveau européen sans nous appuyer. Enfin, nous considérons que les Africains doivent de plus en plus assurer leur sécurité. Le Président de la République l'a encore redit cet après-midi.

Reste que la situation provoquée par Boko Haram est épouvantable et que nous avons quasiment chaque semaine des exactions qui par leur masse et leur cruauté dépassent ce que nous pouvons imaginer. Une réunion est prévue le 20 janvier à ce sujet et nous y consacrons un certain nombre de moyens. Nous aidons notamment nos amis du Cameroun et du Tchad. Nous essayons aussi de mobiliser la communauté internationale. Une élection est par ailleurs prévue au Nigéria et, pour le moment, la notion de khalifat reste circonscrite et il n'y a pas de lien organique entre Boko Haram et Daech notamment. En tout cas, nous ferons le maximum.

La question de la Libye, qui est dans une situation très dangereuse, doit aussi être réglée internationalement. Il est regrettable que notre intervention sur place n'ait pas donné lieu à un suivi. La leçon que l'on peut en tirer est qu'on peut aider, mais qu'on ne peut régler un conflit de ce type de l'extérieur, d'autant que si on s'installe, au bout d'un certain temps, on est considéré comme l'occupant local. Il ne suffit pas de lancer des bombes et de tuer le dictateur local. En outre, la Libye n'a jamais été un État et est constituée de tribus surarmées disposant d'une richesse considérable.

Sur la RCA, je ne suis pas si catastrophiste que vous, monsieur Terrot : les élections restent fixées au mois d'août et je n'ai pas d'informations selon lesquelles le territoire serait partagé. Nous venons en outre de décider de réduire le dispositif Sangaris.

S'agissant de la Syrie, nous pensons que si nous avons face à face, comme les deux termes de l'alternative, Daech et Bachar el-Assad, l'un et l'autre se renforceront et ce

sera un désastre permanent pour ce pays. Si vous dites à un Syrien dont la famille a été massacrée par Bachar el-Assad, comme ce fut le cas de dizaines de milliers d'entre eux : la seule autre voie est d'aller avec Daech, on voit ce que cela donne. Il en est de même dans le cas inverse. Si la seule solution est politique, la question est de savoir avec qui on pourra la mettre en œuvre. Nous discutons ainsi avec les Russes, de même qu'avec toutes les parties. On ne dira naturellement pas que Bachar el-Assad restera pour vingt-cinq ans, ni que toutes les personnes qui l'ont côtoyé de près ou de loin doivent être écartées – sinon on risquerait de se trouver dans la situation irakienne précédente. On essaie donc d'avoir un ensemble s'appuyant sur des personnes du régime et de l'opposition, dans lequel les communautés sont par principe respectées. Nous travaillons aussi avec les Nations Unies sur ce sujet. En tout cas, il ne faut pas renforcer Bachar el-Assad, qui n'aurait aucune raison de partir s'il a toutes les cartes en main. Nous apportons par conséquent notre soutien à l'opposition modérée et luttons contre Daech en évitant de renforcer ce dirigeant – faute de quoi on ne trouverait pas de solution pour le pays.

M. Jean Glavany. La France a pourtant un ennemi privilégié sur place, qui est Daech, puisque nous lui faisons la guerre ! Nous sommes donc plus ennemis de celui-ci que de Bachar el-Assad.

M. le ministre. Oui, mais nous ne sommes pas engagés militairement en Syrie, ni auprès de l'un, ni auprès de l'autre.

Quant aux États-Unis, il y a une véritable polémique en leur sein. John Kerry viendra vendredi, je le recevrai et il ira à l'Élysée.

S'agissant des forces armées, le Président de la République a déclaré tout à l'heure qu'il fallait moduler l'évolution des effectifs.

Monsieur Bacquet, concernant Barkhane, il fallait changer notre dispositif. Nous sommes là-bas contre le terrorisme. Mais il faut prendre des dispositions pratiques pour qu'il ne puisse y avoir de razzia à Madama, d'autant qu'il y a non loin, au sud de la Libye, de nombreux terroristes professionnels, y compris certains de ceux que nous recherchons.

Il faut bien distinguer la question du terrorisme, sur laquelle nous avons eu le soutien de beaucoup de pays – y compris de l'Indonésie –, de celle des caricatures, où les réactions sont plus contrastées.

Sur le Maroc, je vais essayer de contribuer à sortir de cette situation difficile.

Quant au premier ministre israélien, il a, je crois, été bien accueilli avec la délégation de son pays.

Merci, en tout cas, monsieur Habib, de l'éloge que vous avez fait de M. Valls.

S'agissant du Yémen, la situation est très difficile. Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) est un acteur important du jihad global. Nous pensons qu'il y a entre 5 000 et 7 000 combattants dans ses rangs, dont un millier d'étrangers, avec beaucoup de personnes formées en Afghanistan. L'organisation affiliée à Al-Qaïda dans cette péninsule est Ansar al-Sharia, qui compte entre 2 000 et 4 000 hommes, avec pour leader al-Zawahiri, qui a comme bras droit al-Wahishi. Donc AQPA a un rôle privilégié parmi les autres branches d'Al-Qaïda.

Mais il s'agit d'un groupe terroriste sous pression : il a perdu beaucoup des siens après les frappes de drones américains, les forces gouvernementales du Yémen ont conduit beaucoup d'opérations depuis le printemps 2014 et des rebelles sont parvenus à prendre le contrôle de Sanaa en septembre dernier. Reste qu'il constitue une menace aiguë car il a des

capacités opérationnelles significatives. Depuis septembre 2014, AQPA dispose d'environ 200 combattants à Sanaa et a revendiqué plusieurs attaques dans la capitale.

Ses objectifs sont triples : déstabiliser le régime yéménite, combattre l'avancée des rebelles et frapper les intérêts étrangers, aussi bien au Yémen qu'à l'extérieur – sachant que Total constitue une de ses cibles. Il est également capable de réaliser des opérations de grande ampleur.

Vis-à-vis de Daech, AQPA a rejeté tout ralliement formel et réaffirmé son soutien à Al-Qaïda. Mais ce premier est intéressé par le Yémen et il y a des rivalités entre eux.

Ils ont dans leurs rangs moins d'une dizaine de Français, ainsi qu'un certain nombre de Français dans les écoles salafistes du Yémen. Ces compatriotes jouent malheureusement un rôle important dans l'organisation, qui cherche à frapper à la fois les États-Unis et l'Europe. Par ailleurs, AQPA souhaite recruter des combattants occidentaux présents en Syrie, essentiellement des Britanniques, des Américains et des Français.

Un des dangers graves des attaques de la semaine dernière est qu'elles ont eu une publicité exceptionnelle et que ces esprits malades font le rapport entre le peu de moyens nécessaires pour réaliser cette opération et l'impact énorme qu'elle a eu. C'est donc hélas une incitation à aller frapper des pays occidentaux alors que, dans les derniers temps, les frappes avaient surtout concerné leurs pays. Cela doit nous amener à y réfléchir et à agir.

Monsieur Rochebloine, s'agissant de la question du lien avec le conflit israélo-palestinien, il est faux de dire que tout ce qui se passe dans le monde en matière de terrorisme est lié à ce conflit, de même qu'il est faux de penser qu'il n'y a pas de gens qui trouvent de raison ou de prétexte à leur action dans celui-ci. En tout cas, dans les attentats de la semaine dernière, il n'y a pas eu de lien affirmé avec ce conflit. **Mme la présidente Élisabeth Guigou.** Monsieur le ministre, je vous remercie.

La séance est levée à dix-huit heures vingt-six.

Membres présents ou excusés

Commission des affaires étrangères

Réunion du mercredi 14 janvier 2015 à 16 h 45

Présents. - Mme Nicole Ameline, M. Kader Arif, M. Jean-Marc Ayrault, M. Jean-Paul Bacquet, M. Christian Bataille, M. Philippe Baumel, M. Jean-Luc Bleunven, M. Gwenegan Bui, M. Guy-Michel Chauveau, Mme Seybah Dagoma, M. Michel Destot, M. Jean-Pierre Dufau, Mme Cécile Duflot, M. Nicolas Dupont-Aignan, M. Jean-Paul Dupré, M. Jean Glavany, Mme Élisabeth Guigou, Mme Chantal Guittet, M. Meyer Habib, M. Benoît Hamon, Mme Françoise Imbert, M. Bernard Lesterlin, M. François Loncle, M. Alain Marsaud, M. Axel Poniatowski, Mme Marie-Line Reynaud, M. François Rochebloine, Mme Odile Saugues, M. François Scellier, M. Michel Terrot, M. Michel Vauzelle

Excusés. - M. Pouria Amirshahi, M. Jean-Christophe Cambadélis, M. Gérard Charasse, M. François Fillon, M. Hervé Gaymard, M. Paul Giacobbi, M. Philippe Gomes, M. Jean-Jacques Guillet, M. Serge Janquin, M. Armand Jung, M. Pierre Lellouche, M. Lionnel Luca, M. Thierry Mariani, M. Jean-René Marsac, M. Jean-Claude Mignon, M. Jacques Myard, M. Boinali Said